

| Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées | | |
|--|--|--|
| Référence : 20190514-RAP-03-187-VCAP-Creuzier-le-Vieux | | |
| Nom et adresse de l'établissement contrôlé | Code DREAL | |
| Cosmétique Active Production ZI de Vichy-Rhue 03 300 CREUZIER-LE-VIEUX | S3IC 0056-00027 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS | |
| Activité principale : Fabrication de cosmétiques | | |
| Date du contrôle : 09/05/2019 | | |
| Type de contrôle | | |
| <input type="checkbox"/> Inspection approfondie | <input type="checkbox"/> Inspection annoncée | <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle |
| Circonstances du contrôle | | |
| <input type="checkbox"/> Autre : création d'une STEP et modification du site | | |
| Thème(s) du contrôle | <ul style="list-style-type: none"> • rejets aqueux, • modifications du site (extension bâtiments MP), • gestion des déchets et tri 5 flux, • rejets atmosphériques (chaudières et fluides frigorigènes). | |
| Principale(s) installation(s) contrôlée(s) | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Chaufferie vapeur GE1 et 3, • installation de climatisation C300 et C350, • zone déchèterie, • travaux de la station d'épuration. | | |
| Référentiel(s) du contrôle | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral 3133/2018 du 26 octobre 2018 • Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 • Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés • Code de l'environnement | | |

| | |
|---------------|---|
| Copies | Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Equipe ECA |
|---------------|---|

Constats de l'inspection

I – Contexte

Cosmétique Active Production est une société de fabrication de cosmétiques.

Dans le cadre de son expansion et suite à l'arrêté préfectoral de 2018, des travaux sont mis en œuvre pour réaliser un pré-traitement des effluents aqueux sur le site avant rejet à la station communale.

Des travaux de réorganisation des lignes de production et du stockage de matières premières sont également envisagés, sans modification des quantités stockées.

L'inspection du 9 mai 2019 a pour but de contrôler certaines prescriptions relatives aux risques chroniques du site : émissions dans l'eau, dans l'air et gestion des déchets.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1 – Suites données à la précédente inspection (27 mars 2017) :

Un traitement des eaux industrielles est en cours de construction. Une neutralisation des rejets est effective par ajout de soude depuis 2018.

Le projet de tour de stockage a été abandonné.

2.2 Principales constatations :

Constat N°1 : Un tableau permettant de déterminer la conformité des effluents au 1er janvier 2020 aux flux et concentration des paramètres listés dans les articles 32 et 34 a été fourni par l'inspection. L'exploitant doit se positionner pour chaque polluant. Il peut se baser sur son autosurveillance, sur sa surveillance initiale RSDE et sur la connaissance de ses matières premières et de son process pour déterminer quels flux sont susceptibles d'être retrouvés dans les effluents de sortie du site.

Les propositions devront être justifiées par les commentaires dans la dernière colonne du tableau.

Après validation de ces flux et concentration, un nouvel arrêté préfectoral complémentaire sera établi afin de fixer les VLE des rejets aqueux du site ainsi que le plan d'autosurveillance.

Le calendrier des travaux prévoit le respect de la mise en place du traitement sur site pour début janvier 2020.

Une réflexion doit être menée pour permettre un traitement optimal des rejets pendant la période de travaux. A cette période, un seul bassin d'homogénéisation sera disponible. Les modalités de déversement à la station de traitement communale seront donc modifiées et la neutralisation du pH pourra être affectée.

Toutes les dispositions devront être décrites puis prises afin de limiter l'impact de cette situation sur le traitement des effluents.

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|--|-------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | AM du 2 février 1998 (32, 34, 35 et 60) articles et Article 4.3.14. de l'AP 2018 | 09/19 |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°2 : L'exploitant a présenté des travaux modifiant la zone déchèterie et la zone de pesée. Les travaux doivent commencer vers octobre 2019 pour une mise en place du nouveau fonctionnement fin 2020.

Bien que d'après les premiers éléments fournis, les modifications semblent non substantielles, **un porté à connaissance doit être transmis à la préfecture et à l'inspection pour qu'elle donne son avis.**

De plus, un projet de panneaux photovoltaïques a été évoqué. **Ce dernier doit faire l'objet d'un porté à connaissance et la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2010** (Section V : Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque) doit être justifié.

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|---|------------------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art 1.5.1 de l'AP du 26 octobre 2018 et AM du 4 novembre 2010 | Dès que possible |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°3 : Le plan de gestion des solvants déclaré dans GEREPA fait apparaître 26 tonnes d'émissions totales pour 25 tonnes d'émissions diffuses. Ces émissions diffuses sont donc une non-conformité vis-à-vis de l'article 3.2.4 de l'arrêté applicable au site. Cependant, l'exploitant dispose d'un tableau très complet décrivant tous les émissaires de COV du site d'une manière beaucoup plus affinée que le plan de gestion des solvants. Enfin, d'après les échanges lors de la visite, le plan de gestion des solvants semble erroné.

L'exploitant doit revoir son mode d'élaboration du plan et le transmettre à l'inspection.

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|--|----------------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art 3.2.4. de l'AP du 26 octobre 2018 Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants – INERIS - 22/02/2009 | Septembre 2019 |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°4 : Le mode de fonctionnement pour la réalisation des travaux de la station de traitement et des autres travaux prévus sur le site est bien cadré. Les chantiers sont exécutés en chantier clos avec un plan général de coordination, une analyse des risques relatifs à l'intervention de chaque entreprise et un suivi quotidien des travaux dans un registre journal. Un animateur sécurité est présent constamment sur le chantier pour vérifier le respect des règles de prévention. Il est principalement focalisé sur les risques et **devra également intégrer un aspect « environnement » dans ses actions : gestion des déchets, prévention d'éventuels déversements de matières dangereuses.**

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|-----------------------------------|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art 8.5.2 l'AP du 26 octobre 2018 | Tout au long du chantier |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°5 : Le contrôle des émissions des chaudières a été réalisé en mai 2019 par le Bureau Véritas. **Les générateurs de vapeur seront bientôt contrôlés, les résultats d'analyses seront à transmettre à l'inspection.**

Les rejets ne sont pas conformes à la valeur limite d'émission concernant les Nox pour les chaudières Chaud1 et Chaud3 (144 et 125 mg/Nm³ pour 100 mg/Nm³). Cependant, cette valeur a été modifiée lors du dernier APC concernant le site. Il s'avère, après vérification en fonction des dates de mise en service de ces chaudières, que les VLE imposées dans l'AP du 26 octobre 2018 sont erronées. **Selon l'AM du 03/08/2018, les VLE applicables sont pour les NOx : 225 mg/Nm³ pour la chaudière 1 et 150 mg/Nm³ pour la chaudière 3. Les valeurs seront modifiées lors d'un prochain APC.**

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|---|--------------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art 3.2.3 et art 10.2.1.1 de l'AP du 26 octobre 2018 | Juillet 2019 |
| <input type="checkbox"/> Observation | Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°6 : L'efficacité énergétique est contrôlée tous les 3 mois et le livret chaufferie est correctement rempli (GE3 et GE1)

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|---|-------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 | RAS |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°7 : Fluides frigorigènes : l'exploitant ne dispose pas des fiches d'intervention pour tous les équipements dont la charge est supérieure à 5 t.éq.CO₂. **En effet, la dernière fiche d'intervention concernant l'équipement « chambre froide pesée » d'une capacité de 78,44 t.éq.CO₂ (20kg de R404A) n'a pas pu être présentée. Le respect de la fréquence de contrôle (6 mois) n'a pas pu être démontré.**

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|-----------------------------|--------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art. R. 543-82 CE | 1 mois |
| <input type="checkbox"/> Observation | Art. 11 de l'AM du 29/02/16 | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | CERFA 15497*02 | |

Constat N°8 : Fluides frigorigènes : Les appareils C300 et C350 (groupes froid de 306 et 332 kg de R134A) ont une vignette rouge car des fuites ont été détectées. Ces équipements avaient été contrôlés le 3 mai 2019 et le 09 mai 2019 ils fonctionnaient toujours, sans que la réparation n'ait été effectuée. **La réparation doit être réalisée dans les meilleurs délais ou l'installation doit être arrêtée. La fiche d'intervention indiquant la réparation devra être adressée à l'inspection dans les meilleurs délais.**

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|--|------------------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art. 3.3 du règlement F-Gaz* Art. 7 de l'AM du 29/02/16 Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais. [...] Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. [...] | Dès que possible |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°9 : Fluides frigorigènes : **L'appareil « Chambre Froide Pesée » ne dispose pas d'une vignette réglementaire (bleue).**

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|--|------------------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art. 6 de l'AM du 29/02/16 Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. [...] | Dès que possible |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

Constat N°10 : Le registre de suivi des déchets est correctement rempli (dossiers CAPVichy2018-00244, CAPVichy2018-00923 et CAPVichy2018-00962 contrôlés). **Cependant, l'exploitant ne vérifie pas régulièrement que les installations destinataires de ces déchets sont autorisées à cet effet.**

| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
|---|--|--------|
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Art. 5.1.4 et 5.1.8 de l'AP du 26 octobre 2018 | 1 mois |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

| Constat N°11 : Tri 5 flux : l'exploitant est soumis au tri 5 flux. Les attestations de valorisation n'ont pas pu être présentées. | | |
|--|-----------------------------------|--------|
| Conclusion | Référence réglementaire | Délai |
| <input type="checkbox"/> Pas d'observation | Voir canevas tri 5 flux en annexe | 1 mois |
| <input type="checkbox"/> Observation | | |
| <input type="checkbox"/> Non conformité | | |
| <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure | | |

| | | |
|---|---|--|
| <p>Suites données par l'inspection</p> <p> <input type="checkbox"/> Observations ou non conformités à traiter par courrier <input type="checkbox"/> Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.) <input type="checkbox"/> Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions <input type="checkbox"/> Autre(s) : </p> <p>Synthèse des suites :</p> <p>Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.</p> | | |
| <p>Signature de l'inspecteur le 16 mai 2019</p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p> <p style="text-align: center;">Signé</p> | <p>Vérificateur le 17 mai 2019</p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p> <p style="text-align: center;">Signé</p> | <p>Approbateur le 17 mai 2019</p> <p style="text-align: center;">Le chef de l'Unité Interdépartementale Cantal- Allier-Puy-de-Dôme par intérim</p> <p style="text-align: center;">Signé</p> |

Annexe : Tri 5 flux

| | | |
|--|------------------------------|------------------------------|
| L'exploitant est-il soumis au tri 5 flux ? | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
|--|------------------------------|------------------------------|

| | | |
|--|---|------------------------------|
| Production de déchets de type « papiers, métaux, plastiques, verre et bois » | <input type="checkbox"/> Oui, préciser (en moyenne par mois): <input type="checkbox"/> Papiers (et carton : 19 tonnes) <input type="checkbox"/> Métaux (1 à 2 tonnes) <input type="checkbox"/> Plastiques (8 tonnes) <input type="checkbox"/> Verre (0 à 35 t) <input type="checkbox"/> Bois (palettes 2 tonnes) | <input type="checkbox"/> Non |
|--|---|------------------------------|

| | | | |
|-------------------------|--|------------------------------|---------------------------------------|
| Tri 5 flux mis en place | <input type="checkbox"/> Oui, préciser : <input type="checkbox"/> bennes séparées pour chaque type de flux <input type="checkbox"/> 1 benne « mélange 5 flux » <input type="checkbox"/> Autres dispositions : | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non concerné |
|-------------------------|--|------------------------------|---------------------------------------|

| | | | |
|---|--|------------------------------|---------------------------------------|
| Valorisation des déchets par l'exploitant | <input type="checkbox"/> Oui (pour les palettes bois : réutilisation et réparation sur site) | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non concerné |
| Déchets cédés par l'exploitant à une installation de valorisation | <input type="checkbox"/> Oui L'exploitant dispose-t-il d'une attestation de valorisation ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non concerné |
| Déchets cédés à un intermédiaire assurant une activité de collecte, de transport, de négoce ou de courtage de déchets en vue de leur valorisation | <input type="checkbox"/> Oui L'exploitant dispose-t-il d'une attestation de valorisation ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non concerné |